

# unité praxis

Solidarität, Austausch, Wirkung –  
aus Sicht der Personellen  
Entwicklungszusammenarbeit

Solidarité, échange, impact –  
points de vue de la coopération  
par l'échange de personnes



SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL

## Ernährungssicherheit im Sahel Sécurité alimentaire au Sahel

Das Potenzial der Agrarökologie in fragilen Kontexten  
Le potentiel de l'agroécologie dans les contextes fragiles

INTERVIEW Page 6

**Enjeux et défis  
pour les ONG  
suisses**

REPORTAGE Seite 10

**Burkina Fasos  
erstes Bio-Label**

GELBE KARTe Seite 13

**Agrarökologie –  
und die Schweiz?**

REPORTAGE Page 14

**Contre l'érosion  
des sols au Tchad**

SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL

AKTUALITÄT ACTUALITÉS



**Ernährungssicherheit im Sahel**  
Sécurité alimentaire au Sahel

Interview: Au Sahel, l'agroécologie doit innover pour réussir

Page 6

Reportage: Warum in Burkina Faso die Nachfrage nach Bioprodukten steigt

Seite 10

Gelbe Karte: Agrarökologie – keine Transformation ohne soziale Bewegung!

Seite 13

Reportage: L'agroécologie comme rempart à l'érosion des sols

Page 14



**Aktualität**  
Actualités

Kolumne: Freiwilligenarbeit trägt massgeblich zur Umsetzung der Agenda 2030 bei

Seite 18

**Foto links** Dank dem CNABio, eine Partnerorganisation von E-CHANGER, entsteht in Burkina Faso ein nationaler Markt für agrarökologisch angebaute Landwirtschaftsprodukte. Foto: CNABio

**Grafik rechts**  
Grafik: UNO

## L'agroécologie au-delà des techniques agricoles



Raji Sultan,  
Secrétaire général

Photo Unité

Les organisations membres d'Unité s'engagent pour la mise en œuvre de l'objectif 2 de l'Agenda 2030 visant à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. En 2020, dans le cadre du programme d'Unité, 26 organisations partenaires en Afrique et en Amérique latine ont été appuyées pour la réalisation de cet objectif par le biais notamment d'une cinquantaine d'affectations de professionnel-le-s, malgré la pandémie. Cet engagement a permis de renforcer les compétences de 363 collaboratrices et collaborateurs de ces organisations partenaires et d'atteindre 41 692 bénéficiaires dans le Sud global.

Un axe essentiel de ce travail est la promotion de l'agroécologie dans les contextes fragiles où nos organisations membres sont particulièrement actives. En effet, le constat a été tiré qu'une agriculture conventionnelle à forte intensité d'intrants externes et de ressources pouvait encore plus fragiliser des contextes, en provoquant, par exemple de la déforestation, des pénuries d'eau, une perte de biodiversité, un épuisement des sols et le réchauffement climatique. Dans l'illusion de gains à court terme, l'alimentation, les revenus, ainsi que l'environnement se retrouvent menacés à moyen ou long terme et deviennent sources de conflits. C'est pourquoi, il est nécessaire aujourd'hui d'envisager l'agroécologie à une échelle supérieure, non pas seulement en développant des techniques agricoles au niveau local. Elle doit également être une composante centrale des politiques publiques nationales et des échanges internationaux, en matière d'agriculture, bien sûr, mais aussi de commerce, d'environnement, d'éducation et de sécurité.

Comment franchir ce cap? C'est l'un des enjeux que nous abordons dans ce 12<sup>ème</sup> numéro de Praxis.

**Jean-Eudes Beuret** est professeur à Agrocampus Ouest à Rennes en France. Il est spécialisé dans l'analyse et la conduite de processus de concertation autour de l'environnement, des ressources naturelles, du développement des territoires. Il travaille également sur l'aide au développement en situation de conflit armé et sur la construction de la paix, notamment en Afrique des Grands Lacs.

**Clémence Samba/Lankouandé** ist Koordinatorin des *Conseil National de l'Agriculture Biologique* (CNABio), eine Partnerorganisation von E-CHANGER in Burkina Faso, wo sie sich für die Förderung der Agrarökologie und der biologischen Landwirtschaft engagiert. Sie hat einen Abschluss in Wirtschaftswissenschaft für soziale und nachhaltige Entwicklung der Universität Caddy AYYAD (Marrakesch, Marokko) und ist Beraterin für von der FAO geförderte landwirtschaftliche Innovationen.

**Cheik Bambara** ist diplomierter Ingenieur für ländliche Entwicklung und ist spezialisiert auf die Unterstützung von Bauernorganisationen und Projektmanagement. Seit 2020 leistet er einen Einsatz als nationale Fachperson von E-CHANGER beim CNABio in Burkina Faso, um die Fähigkeiten seiner Mitglieder zu stärken und das BioSPG-Label zu fördern.

**Judith Reusser** arbeitet bei der Firma naturschutzlösungen und ist Vorstandsmitglied von E-CHANGER. Sie hat einen Masterabschluss in Umweltwissenschaften der ETH und war bis Anfang 2021 Verantwortliche für Ernährungssouveränität und Entwicklungspolitik bei SWISSAID. Zwischen 2013 und 2016 leistete sie als Fachperson von E-CHANGER einen Fachpersoneneinsatz beim CAV in Brasilien.

**Daniel Boegli** est ingénieur, détenteur d'un master en développement. Après 14 ans de travail en Afrique – d'abord au Burkina Faso, ensuite au Maroc –, il est depuis 2016 responsable des projets de la Mission Évangélique au Tchad.

**Dieudonné Abakar** est le responsable du Projet de Sécurité Alimentaire et de Résilience au Guéra (ProSARG), au centre du Tchad. Il est titulaire d'une licence en Sciences Agronomiques de l'Université des Sciences et Technologie d'Ati au Tchad et d'un Master en Agronomie et Sciences Agricoles obtenu à l'Université de Dschang au Cameroun.

© 12.2021

Unité  
Schweizerischer Verband  
für Personelle Entwicklungs-  
zusammenarbeit  
Association suisse pour  
l'échange de personnes  
dans la coopération  
au développement  
Rosenweg 25, 3007 Bern  
info@unite-ch.org  
www.unite-ch.org

«Praxis», das Magazin von Unité, erscheint zweimal jährlich und informiert aus dem Blickwinkel der Personellen Entwicklungszusammenarbeit über aktuelle Themen. Le Magazine d'Unité, «Praxis», paraît deux fois par an et partage des points de vue de la coopération par l'échange de personnes sur des thèmes actuels.

**Redaktion** Rédaction  
Sara Ryser

**Titelbild** Photo de couverture  
Au Togo et au Bénin, trois fermes-écoles d'organisations membres du Secaar, organisation partenaire de DM, entendent faire progresser les bénéficiaires vers la souveraineté alimentaire tout en faisant d'eux et d'elles des entrepreneurs sociaux.  
Photo: DM

**Gestaltung** Graphisme  
Clerici Partner Design, Zürich

**Druck** Impression  
Printoset, Zürich

**Papier** Papier  
Genesis, 100% Altpapier

**Auflage** Tirage  
500 Exemplare

Für den Inhalt ist ausschliesslich Unité verantwortlich. Alle Rechte vorbehalten. Unité est seul responsable du contenu de Praxis. Tous droits réservés.

# Ernährungs- sicherheit im Sahel

## Sécurité alimentaire au Sahel

La pratique du zaï est une forme de culture en creux de 20 centimètres qui permettent de concentrer l'eau et la fumure dans des micro-bassins où les graines sont semées.

Foto MET



## Au Sahel, l'agroécologie doit innover pour réussir

Professeur en gestion concertée des ressources et de l'environnement, Jean-Eudes Beuret a co-réalisé une étude pour Unité sur le renforcement de l'agroécologie au Sahel, en situations de fragilités. Dans cette interview, il partage avec Unité les résultats les plus importants de cette recherche.

### Interview

Sara Ryser, Raji Sultan



Jean-Eudes Beuret est professeur à Agrocampus Ouest (Rennes, France). Il est spécialisé dans l'analyse et la conduite de processus de concertation autour de l'environnement, des ressources naturelles, du développement des territoires, au Nord comme au Sud. Il travaille également sur l'aide au développement en situation de conflit armé et sur la construction de la paix, notamment en Afrique des Grands Lacs.

Photo : Jean-Eudes Beuret

En collaboration avec l'expert burkinabé Yacouba Kanazoe, le Professeur Beuret de l'Agrocampus Ouest, à Rennes, a analysé l'engagement en faveur de l'agroécologie au Sahel de cinq organisations suisses de coopération par l'échange de personnes : le DM au Togo, SAM global en Guinée, la Mission Evangelique au Tchad ainsi qu'E-CHANGER et le Centre Ecologique Albert Schweizer au Burkina Faso. Il revient pour nous sur les principaux enseignements tirés de ce travail.

**Dans votre étude, vous dites que de nombreuses définitions de l'agroécologie co-existent. Comment s'y retrouver ?**

Lorsqu'on parle avec les acteurs du terrain, on entend en effet des définitions très différentes. Elles vont d'un ensemble de pratiques à des systèmes complexes, envisagés soit par des aspects très techniques, soit par une vision politique. Nous pouvons néanmoins dire que l'agroécologie est à la fois une discipline d'étude des agrosystèmes, un ensemble de pratiques agricoles et un mouvement social. On retrouve comme socle commun cinq principes de bases au niveau de l'évolution de la production agricole : la restitution des nutriments au sol, la sauvegarde des conditions de sol favorables, la minimisation des pertes d'intrants naturelle, la diversité génétique et finalement les interactions biologiques, selon une définition élaborée par le GRET et AVSF<sup>1</sup>. Je dirais finalement que l'agroécologie se veut être une alternative à l'agriculture industrielle qui préserve les ressources naturelles en respectant les écosystèmes et la nature.





### Que font concrètement les ONG sur le terrain ?

Les organisations que nous avons analysées ont des niveaux d'implications différents. Cela va crescendo de la diffusion d'une gamme de technique restreinte et connue, à la vulgarisation de techniques complexes, à l'élaboration de supports de diffusion de l'innovation à large échelle, à la construction commune d'innovation par un investissement fort dans des compétences spécifiques, jusqu'à finalement créer un cadre social favorable par un travail de sensibilisation et de plaidoyer. Ce dernier aspect, à un niveau supérieur, est particulièrement important, car l'agroécologie n'est pas un mouvement unifié. Au sein de l'agroécologie il y a des courants et des intérêts différents qui doivent être réunis pour pouvoir peser sur les politiques publiques.

### Pourquoi les pays du Sahel sont-ils considérés comme des contextes « fragiles » ?

On a tendance à se focaliser sur la fragilité sécuritaire, mais il faut également tenir compte des dimensions économiques, environnementales, politiques, et sociétales. Elles sont ici particulièrement intéressantes, car l'agroécologie peut justement contribuer à réduire ces fragilités. Je trouve à ce titre la définition de l'OCDE particulièrement pertinente. Elle définit en effet la fragilité comme « la conjonction d'une exposition à des risques et d'une capacité insuffisante de la part de l'État, d'un système ou d'une communauté, à gérer, absorber ou atténuer ces risques »<sup>2</sup>. La fragilité dépend donc tant du niveau des risques que d'une capacité à les maîtriser. En Afrique sahélienne, la situation est notamment marquée par des situations de crises prolongées et une instabilité chronique, mais les fragilités sont différentes entre les pays. Souvent, il ne s'agit pas d'une seule fragilité – par exemple environnementale –, mais de plusieurs fragilités interconnectées les unes aux autres, qui constituent ensemble une situation de fragilité globale.

A Amegnran au Togo, les riziculteurs et rizicultrices membres de la coopérative sont accompagnés-e-s par le Secaar, organisation partenaire de DM.

Photo : DM



### Quels impacts ont ces fragilités sur les projets que vous avez étudiés ?

Ils sont multiples. La fragilité politique complique fortement la structuration d'un mouvement social capable de peser sur des politiques publiques qui sont soit faibles, soit à contre-courant de l'agroécologie. La fragilité climatique exige, elle, de l'agroécologie de répondre au défi de la raréfaction et de l'instabilité de la pluviométrie. Elle n'est pas nouvelle, mais elle est accentuée par le changement climatique. La fragilité sécuritaire rend difficile l'accès des terrains et dissuade les partenaires financiers. L'insécurité foncière croissante est également un obstacle majeur, qui n'est pas toujours suffisamment pris en compte par les ONGs, car, de fait, certaines organisations travaillent essentiellement avec ceux qui ont un accès sécurisé à la terre.

### Sur quels aspects, les ONG de coopération par l'échange de personnes devraient renforcer leur action ?

Notre recherche a montré que les organisations partenaires du Sud ont notamment besoin de soutien pour, d'une part, leurs fonctions de supports telles que la recherche de fonds, la gestion des ressources humaines ou la communication, ainsi que, d'autre part, pour l'action agroécologique avec des agronomes ou spécialistes en environnement. Certainement, la coopération par l'échange de personnes est bien placée pour apporter un soutien significatif à chacun de ces deux niveaux.

Concernant la création d'un mouvement social, un projet de SAM global en Guinée a montré qu'il existe un potentiel dans la mobilisation de compétences inexploitées, notamment chez les jeunes. Il faut également réussir à présenter l'agroécologie comme innovante et ancrée dans le futur, contrairement aux représentations qui en sont souvent faites. Face au défi climatique, il y a un besoin fort en innovations.



Le projet ProAGRO de SAM global appuie la culture du moringa, un arbre dont les feuilles sont riches en protéines et ont un profil d'acides aminés idéal pour la nutrition.

Photo: SAM global

Le changement est en cours et des adaptations techniques sont constamment nécessaires. Face aux enjeux sécuritaires, les organisations locales ont des besoins organisationnels très importants pour mettre en œuvre le travail à distance, de formations à la sécurité, la médiation ou la prévention des conflits. Elles souhaitent également pouvoir être associées à des actions humanitaires dont elles se sentent exclues. Finalement, il faut aussi participer à la recherche de mécanismes qui permettent de sécuriser la propriété foncière, afin que l'agroécologie soit possible pour tous. ■



L'étude « Quelle coopération par l'échange des personnes pour le développement de l'agroécologie au Sahel, face aux situations de fragilités ? » de Jean-Eudes Beuret et Yacouba Kanazoe a été réalisée avec un soutien par la DDC (DFAE), dans le cadre du programme institutionnel d'Unité. Elle est disponible sur notre site web, ainsi qu'une présentation vidéo des résultats les plus importants.



- 1 Laurent Levard (Gret) et Frédéric Apollin (AVSF) 2013 : Répondre aux défis du 21<sup>ème</sup> siècle avec l'agroécologie : pourquoi et comment ?



- 2 OECD 2017 : États de fragilité 2016. Comprendre la violence. OECD Publishing, Paris.

# Warum in Burkina Faso die Nachfrage nach Bioprodukten steigt

Die landwirtschaftliche Produktion in den Sahel-Ländern wird aufgrund der steigenden Fragilität der Region zunehmend schwieriger. Traditionelle Anbaumethoden werden dem steigenden Bedarf nicht mehr gerecht. Um diese Herausforderungen anzugehen, unterstützt E-CHANGER in Burkina Faso den CNABio bei der Förderung von biologischen und agrarökologischen Anbaumethoden.

## Text

Sara Ryser

## Fotos

E-CHANGER, CNABio

Die Personelle Entwicklungszusammenarbeit von E-CHANGER ist spezialisiert auf die Stärkung der Kapazitäten und die Zusammenarbeit mit Partnerorganisationen in den Ländern des Südens. Seit 2002 ist E-CHANGER in Burkina Faso aktiv, ein Land, dessen Sicherheitslage sich in den letzten Jahren stetig verschlechtert hat und das heute 85,9 von 120 Punkten beim *Fragile State Index* aufweist. Die ebenfalls instabile Lage in den Nachbarländern Mali, Tschad und Niger, eine steigende Anzahl von intern vertriebenen Personen aufgrund von interethnischen Konflikten und terroristischen Aktivitäten von fundamentalistischen, bewaffneten Gruppen, wachsender demografischer Druck auf die Ressourcen und schwache staatliche Strukturen tragen zur Instabilität des westafrikanischen Lands bei. Aber auch die zunehmende Armut und die Folgen des Klimawandels tragen zur Fragilität von Burkina Faso bei.

## Aufbau eines nationalen Marktes für biologische Produkte

Neben dem Klimawandel hat auch der massive Einsatz von gentechnisch verändertem Saatgut in Burkina Faso zu einer Verschlechterung der Umweltbedingungen, zum allmählichen Verschwinden traditioneller Sorten und zu

einer Abhängigkeit der Landwirt:innen vom neuen Saatgut geführt. Um dieser für Mensch und Umwelt schädlichen Entwicklung etwas entgegenzusetzen, wurde 2011 der *Conseil National de l'Agriculture Biologique* (CNABio) gegründet. Sein Ziel ist es, die ökologische Landwirtschaft zu fördern, einen nationalen Markt für biologische Produkte aufzubauen und die verschiedenen Akteur:innen untereinander sowie mit den Konsument:innen zu vernetzen. Diese Aktivitäten tragen dazu bei, das Einkommen der Kleinbauern und Kleinbäuerinnen zu verbessern, während gleichzeitig die natürlichen Ressourcen geschont werden. Die vom CNABio geförderte Agrarökologie verringert die Wasserverschmutzung, erhöht die Bodenfruchtbarkeit und produziert chemie- und giffreie Lebensmittel.

---

**Das Ziel des CNABio ist es, die ökologische Landwirtschaft zu fördern und einen nationalen Markt für biologische Produkte aufzubauen.**

---

Obwohl der CNABio erst zehn Jahre jung ist, hat er bereits viel erreicht. Der Dachverband hat heute fast achtzig Mitglieder, die sich alle der Förderung der Agrarökologie und der biologischen Landwirtschaft verschrieben haben. Er bietet Schulungen an, um die Kapazitäten seiner Mitglieder zu stärken und betreibt Lobbyarbeit bei den Behörden. Mit Erfolg: Dank dem CNABio wurde im Landwirtschaftsministerium von Burkina Faso ein Focal Point für Agrarökologie eingerichtet und die Regierung ist dabei, eine nationale Entwicklungsstrategie zur Förderung der Agrarökologie zu erarbeiten. Zudem haben viele landwirtschaftliche Ausbildungsstätten agrarökologische Anbaumethoden in ihre Lehrpläne aufgenommen oder sind dabei, dies zu tun. Was Clémence Samba/Lankouandé, Koordinatorin des CNABio, besonders freut: «Als wir vor zehn Jahren mit unserer Arbeit angefangen haben, waren biologische und agrarökologische Anbaumethoden in der burkinischen Bevölkerung noch kaum bekannt. Heute ist die Nachfrage nach biologischen und agrarökologischen Produkten auch auf nationaler Ebene hoch, weil den Konsument:innen die Vorteile einer gesunden Ernährung und der nachhaltigen Produktion bewusst sind.»

## Die wichtigste Errungenschaft des CNABio ist die Entwicklung des Labels BioSPG.

### Das erste burkinische Bio-Label

Die wahrscheinlich wichtigste Errungenschaft des CNABio ist die Entwicklung und Operationalisierung des Labels BioSPG, das die Bio-Qualität der agrarökologischen Produkte der zertifizierten Produzent:innen bescheinigt. Es ist der erste nationale Standard für ökologische Landwirtschaft und eines der ersten Bio-Labels in Westafrika. Die Norm setzt voraus, dass die Landwirtschaft möglichst ressourcenschonend geschieht, indem nach den Prinzipien der Fruchtfolge angebaut wird und nur organische Düngemittel verwendet werden; synthetische Pestizide oder chemischer Dünger sind genauso verboten wie gentechnisch veränderte Sorten. In den letzten Jahren konnten viele neue Produzent:innen für das BioSPG-Label gewonnen werden, auch dank der Unterstützung von René Emmenegger, der zwischen 2017 und 2020 mit E-CHANGER einen Fachpersoneneinsatz leistete. Heute sind 410 Produzent:innen an 36 Standorten zertifiziert, was einer Fläche von über achtzig Hektaren entspricht.





### Seminar «Agrarökologie und Unternehmertum in fragilen Kontexten»

Um Wissen und Fähigkeiten der Unité-Mitgliedorganisationen und ihren Partnerorganisationen im Süden hinsichtlich agrarökologischer Anbaumethoden zu stärken, veranstalteten das Centre Ecologique Albert Schweitzer, E-CHANGER und die Evangelische Mission im Tschad, mit Unterstützung von Unité im Frühling 2021 ein Seminar in Ouagadougou. Dessen Ziel war einerseits, dass die Südpart-

ner:innen besser mit Krisensituationen umgehen sowie gefährdete Bevölkerungsgruppen besser geschützt werden können und andererseits die Förderung von Jungunternehmen im Bereich der Agrarökologie. Eine Zusammenfassung des Seminars finden Sie auf der Webseite von Unité.



Cheik Bambara ist diplomierter Ingenieur für ländliche Entwicklung und ist spezialisiert auf die Unterstützung von Bauernorganisationen. Er führt die Arbeit von Emmenegger weiter: «Ich arbeite seit 2020 beim CNABio, um das BioSPG-Label zu fördern und zu verbessern und unterstütze die zertifizierten Produzent:innen bei der Vermarktung ihrer Produkte. Ein grosser Teil unserer Landwirt:innen konnte ihre Produktion erheblich steigern und das Label verschafft ihnen einen Marktvorteil. Es ist schön zu sehen, dass meine Arbeit dazu beiträgt, die Ernährungssouveränität und das Einkommen der Landwirt:innen zu verbessern.»

Der CNABio will sich nicht auf seinem bisherigen Erfolg ausruhen, sondern seine Tätigkeiten auf weitere Teile des Landes ausweiten und möglichst viele Landwirt:innen einerseits und Konsument:innen andererseits vom Mehrwert des BioSPG-Labels überzeugen. Denn es ist noch ein langer Weg, bis sich Burkina Faso von Pestiziden und chemischem Dünger verabschiedet. Agrarökologische Anbaumethoden tragen jedoch dazu bei, die Resilienz der burkinischen Bevölkerung auf ökonomischer und ökologischer Ebene zu stärken, damit sie besser mit der steigenden Fragilität umgehen können und wieder mehr Perspektiven haben. ■

Das Programm von E-CHANGER in Burkina Faso wird von der DEZA (EDA) mitfinanziert, im Rahmen des institutionellen Programms von Unité.



Die Vereinigung *La Saisonnière* ist Mitglied des CNABio und arbeitet in Ouagadougou mit Frauen und Mädchen zusammen, die in einem Garten Biogemüse anbauen und dadurch ihr Einkommen verbessern können.

# Agrarökologie – keine Transformation ohne soziale Bewegung!

In dieser Rubrik zeigt **Judith Reusser** die Gelbe Karte. Sie arbeitet bei naturschutzlösungen und ist Vorstandsmitglied von E-CHANGER.



Foto Judith Reusser

Agrarökologie ist Wissenschaft, Praxis und soziale Bewegung zugleich. Während wir uns in der Schweiz unserer wissenschaftlichen Institutionen rühmen und unsere landwirtschaftliche Praxis wie geschmiert läuft – mit einem gross ausgebauten Direktzahlungssystem, unerreichten Umweltzielen und damit drastisch sinkender Biodiversität im Kulturland – fehlen soziale Bewegungen, die sich für Agrarökologie einsetzen, weitgehend. Genau diese braucht es aber, wollen wir unser Ernährungssystem, und damit ist der Anbau, also unsere Landwirtschaft, ebenso wie der Konsum gemeint, auf einen nachhaltigen Pfad bringen. Das Scheitern der verschiedenen Initiativen und Referenden zu diesem Thema in den letzten Jahren zeigt, dass ohne eine grössere Bewegung der Zivilgesellschaft keine Veränderung zum Status quo zu erwarten ist.

Gerne wird argumentiert, dass das Handeln der kleinen Schweiz für globale Veränderungen sowieso irrelevant sei. Doch ist die Schweiz nicht zu klein, um mehrere Weltkonzerne des Ernährungssektors zu beherbergen. Zum Beispiel Nestlé, die mit ihrer Milchsparte jährlich fast halb so viel schädliche Klimagase ausstösst wie die gesamte Schweiz und die Märkte des globalen Südens mit billigem, ungesundem Junkfood überschwemmt<sup>1</sup>. Oder Syngenta, welche als «hochgefährlich» klassifizierte und hierzulande verbotene Pestizide mit einem erfolgreichen Geschäftsmodell in Länder des Globalen Südens verkauft<sup>2</sup>. Hier ist Handeln angesagt, verbindliche Massnahmen seitens der Politik und agrarökologische Transformation der Gesellschaft: Der Aufbau lokaler Ernährungssysteme, welche die lokalen Ressourcen nutzen, Wertschöpfung von der Verarbeitungsindustrie zurück zu den Bäuerinnen und Bauern bringen, vorbei an

Normforderungen der Verkaufsketten, und gesunde Ernährung erschwinglich machen für alle.

## Nehmen wir uns den Globalen Süden zum Vorbild

In der Schweiz hat zum Beispiel die Klimabewegung die Bedeutung der Ernährungssysteme erkannt und thematisiert die Agrarökologie. Was wir hier aber nur zögerlich anpacken, ist im Globalen Süden längst Realität. Agrarökologie wird vor allem von sozialen Bewegungen vorangetrieben. Politische Erfolge wie das Schulernährungsprogramm Brasiliens, welches mindestens 30 Prozent der Produkte bei der Familienlandwirtschaft beziehen muss und einen Aufpreis für Bio-Produkte garantiert oder die Einrichtung einer Zentrale für Agrarökologie sowie die Ausarbeitung einer nationalen Agrarökologie-Strategie in Burkina Faso, sind auf den Druck der sozialen Bewegungen zurückzuführen. Es sind auch diese Netzwerke, welche lokales Saatgut erhalten und tauschen, agrarökologische Produktionsformen weiterentwickeln und sich dank einer solidarischen Ökonomie, zum Beispiel über Bauernmärkte, von den grossen Verteilern, Handelsketten und Megakonzerne unabhängig machen. Lassen wir uns inspirieren von der Schlagkraft dieser sozialen Bewegungen im Süden und bauen wir auch hier unser Netzwerk weiter auf und aus! ■



1 SWISSAID,  
Medienmitteilung  
10.11.2017



2 Public Eye 2020: Schweizer  
Doppelstandards bei  
verbotenen Pestiziden.



## L'agroécologie comme rempart à l'érosion des sols

Au Guéra, au centre du Tchad, le changement climatique et une mauvaise utilisation des sols ont rendu la production agricole aléatoire. Dans cette région marquée par la pauvreté et l'insécurité alimentaire, le partage de savoir-faire en matière d'agroécologie a permis de tripler le rendement de producteurs.

**Texte**  
Raji Sultan

**Photos**  
MET, Dieudonné Abakar

Le champ de l'agricultrice Achta Dayé, en octobre, avec le sorgho précoce prêt à être récolté. Avec elle: Mouctar Dounia (animateur), David Etienne (animateur) et Dieudonné Abakar (agronome, chef de projet).



Dieudonné Abakar est né au Guéra, il y a trente ans. Brillant à l'école, son entourage l'a poussé à étudier le droit ou la médecine, gages d'une meilleure situation financière. Mais il a souhaité suivre les traces de son père, agriculteur engagé, et contribuer à éloigner le plus de personnes de la faim, là où il a grandi. Après avoir étudié l'agronomie au Cameroun, il est aujourd'hui chef du Projet de Sécurité Alimentaire et de Résilience au Guéra (ProSARG) des Assemblées Evangéliques au Tchad (AET). Cet acteur majeur de la société civile locale vise, avec l'appui de l'ONG suisse Mission Evangélique au Tchad (MET), à améliorer et pérenniser la production agricole grâce à des techniques d'agroécologie.

### **Le changement climatique met en danger les récoltes**

Classé au 187<sup>e</sup> rang sur 189 pays à l'indice de développement humain des Nations-Unies le Tchad est confronté à des défis immenses, dont le changement climatique. Dans la région sahélienne du Guéra, au centre du pays, où 86 pour cent de la population vit des revenus de l'agriculture, « les rendements de la terre ont baissé ces vingt dernières années et sont devenus très incertains. Les producteurs sont confrontés tant à la sécheresse érodant les sols qu'à des excès soudains de pluviométrie détruisant des récoltes. Des mauvaises herbes, les « strigas », sont apparues, signes d'un appauvrissement des sols », témoigne Dieudonné Abakar.

Coordinateur de la Mission Evangélique au Tchad, Daniel Boegli acquiesce. « En saison des pluies, la cartographie des précipitations varie désormais grandement dans un même petit périmètre. On peut avoir une sécheresse et vingt kilomètres plus loin des orages qui arrachent tout. » Pour protéger les productions agricoles, ProSARG appuie la mise en place de cordons pierreux le long des lignes topographiques. Ils permettent de canaliser le ruissellement de l'eau avec des ressources locales, tout en préservant l'environnement.

### **Des résultats prometteurs**

Une approche agroécologique est également promue pour améliorer les rendements de l'agriculture, essentiels pour garantir un revenu décent et

assurer la sécurité alimentaire, « là où plus de 50 pour cent de la population souffre de carences alimentaires selon un rapport de l'Agence Nationale de Développement Rural », souligne Daniel Boegli. Il s'agit notamment d'informer les agriculteurs du potentiel de la technique du Zai, comme alternative à l'épandage. Développée en Afrique de l'Ouest, cette pratique permet d'éloigner les mauvaises herbes et de retenir les eaux de pluies, grâce à des excavations en aval des eaux de ruissellement. En réduisant l'érosion du sol et en revitalisant, elle rend les terres plus fertiles. Cette innovation s'avère très prometteuse, se réjouit Daniel Boegli, « en 2020, une étude a démontré des rendements trois à cinq fois supérieurs dans la production de mil, sur la base d'une comparaison avec des champs témoins travaillés autrement ».

---

## **Le réseau d'agriculteurs-promoteurs vise un effet multiplicateur.**

---

### **Le partage d'expertise au cœur du projet**

Un autre avantage de cette technique est qu'elle date des années 80. Il existe donc déjà de nombreux supports, vulgarisés, permettant de sensibiliser des agriculteurs très demandeurs, car au Guéra l'accès aux informations est difficile. Le partage de savoir-faire est au cœur de la démarche du projet ProSARG. Tout a débuté en 2017 par l'organisation de deux jours de sensibilisation animé par un agronome suisse ayant déjà une expérience au Sahel. Parmi les 200 participants, 24 agriculteurs intéressés ont été sélectionnés pour devenir « agriculteurs-promoteurs ». Ils ont été choisis selon leurs compétences agricoles, mais aussi de leurs aptitudes à partager le savoir. Formés aux techniques d'agroécologie, ils bénéficient d'un suivi et d'un appui bimensuel de deux animateurs, ainsi que biannuellement d'un ingénieur-agronome béninois lors d'échanges Sud-Sud. Ce dernier facilite notamment la capitalisation des

expériences, ce qui est particulièrement apprécié. Le réseau d'agriculteurs-promoteurs, formellement organisé depuis 2021, vise un effet multiplicateur. Ses 45 membres forment aujourd'hui 444 autres agriculteurs, avec l'objectif d'en atteindre 1000 à fin 2023, sur un territoire plus étendu.

### Sécuriser l'accès à la terre

Pour le futur du projet, il y aura notamment deux défis à relever. Le premier, soulève Dieudonné Abakar, est l'enjeu foncier. La région est marquée par des tensions entre agriculteurs et éleveurs concernant l'utilisation des terres. Or, dès qu'une terre gagne en fertilité, elle suscite plus de convoitises et il est donc essentiel de pouvoir les sécuriser. « Une meilleure association entre agriculteurs et éleveurs permettrait de développer d'autres techniques agroécologiques adaptées au contexte comme le paillage et l'utilisation du compost. Deux techniques pour lesquelles nous offrons également un appui. » Finalement, la croissance du projet nécessite une digitalisation pour assurer le travail de suivi-évaluation, essentiel à la réussite du projet.

## Une approche agro-écologique est également promue pour améliorer les rendements de l'agriculture.

Le projet ProSARG de la Mission Evangélique au Tchad est cofinancé par la DDC (DFAE), dans le cadre du programme institutionnel d'Unité.



Le champ de madame Achta Dayé, préparé avec la technique zaï en mois de mai.





# Freiwilligen- arbeit muss gewürdigt werden

## Le volontariat doit être reconnu

# Freiwilligenarbeit trägt massgeblich zur Umsetzung der Agenda 2030 bei

Die Schweiz reicht nächstes Jahr bei der UNO ihren zweiten Länderbericht zur Umsetzung der Agenda 2030 ein. Sie sollte dabei nicht vergessen, den unverzichtbaren Beitrag der Freiwilligenarbeit zu würdigen.

## Text

Sara Ryser

## Foto

Kuba Okon,  
Comundo

Die Schweiz nimmt alle vier Jahre am *Voluntary-National-Review*-Prozess der UNO teil, um aufzuzeigen, wie die Schweiz mit der Umsetzung der 17 globalen Nachhaltigkeitsziele vorankommt. Nachdem die Schweiz im Jahr 2018 zum ersten Mal an diesem Prozess teilgenommen hat, wird der Bundesrat im Juli 2022 den zweiten Länderbericht der Schweiz zur Umsetzung der Agenda 2030 am *High Level Political Forum (HLPF)* präsentieren. Das HLPF ist die wichtigste Plattform der UNO für nachhaltige Entwicklung und die Umsetzung der Agenda 2030.

Die Realisierung der nachhaltigen Entwicklungsziele der Agenda 2030 ist zwar in erster Linie die Aufgabe des Staates, gleichzeitig aber auch eine gesamtgesellschaftliche Aufgabe. Der Bundesrat nennt in seiner Strategie Nachhaltige Entwicklung 2030 insbesondere Kantone und Gemeinden, die Zivilgesellschaft, die Wirtschaft, den Finanzmarkt sowie den Bereich der Bildung, Forschung und Innovation als wichtige Treiber. Leider fehlt in dieser Aufzählung die Freiwilligenarbeit, obwohl diese zur Erreichung der einzelnen Ziele eine wesentliche Rolle spielt.

Unzählige Schweizerinnen und Schweizer leisten durch ihre Freiwilligenarbeit einen unverzichtbaren Beitrag an die Umsetzung der Agenda 2030, sowohl in der Schweiz wie auch im Ausland. Freiwillige leisten in der Schweiz jährlich mehr als 650 Millionen Stunden Einsatz. Dazu kommt auf internationaler Ebene der Beitrag von freiwilligen Einsatzleistenden in der (Personellen) Entwicklungszusammenarbeit. Allein die freiwilligen Fachkräfte der Unité-Mitgliedorganisationen leisteten im Jahr 2020 über 1,7 Millionen Arbeitsstunden. Jede dieser freiwillig geleisteten Arbeitsstunden trägt zur Erreichung von mindestens einem der nachhaltigen Entwicklungsziele bei. Dem Beitrag von Freiwilligen an die Agenda 2030 gebührt darum ganz besonderer Dank und Aufmerksamkeit, insbesondere auch im Länderbericht der Schweiz.

## Anerkennung der Freiwilligenarbeit ausdrücklich erwünscht

Die UNO-Mitgliedstaaten – darunter natürlich auch die Schweiz – haben mit dem nachhaltigen Entwicklungsziel Nr. 17 der Agenda 2030 versprochen, die Mobilisierung von Ressourcen zur Umsetzung der Agenda 2030 zu verstärken und mit diesen Mitteln insbesondere die Entwicklungsländer dabei zu unterstützen. Dies beinhaltet nicht nur die Zusage, 0,7 Prozent ihres Brut-



Der Comundo-Einsatzleistende Ludovic Schorno unterstützt in Nicaragua Kleinbauernfamilien bei der Förderung ökologischer und nachhaltiger Anbaumethoden. Er ist einer von 453 Einsatzleistenden, die im Rahmen des institutionellen Programms von Unité 2020 zur Erreichung der nachhaltigen Entwicklungsziele beigetragen haben.

tionaleinkommens für öffentliche Entwicklungshilfe aufzuwenden, sondern auch die Mobilisierung von personellen Ressourcen. Die UNO hat zur Freiwilligenarbeit mehrere Resolutionen verabschiedet, in welchen sie die Mitgliedstaaten dazu auffordert, diese Form des Engagements aktiv zu fördern und auch in ihren Länderberichten über den Beitrag der Freiwilligen Auskunft zu geben. Auch der UNO-Generalsekretär hat schon mehrmals auf die Bedeutung der Freiwilligenarbeit zur Erreichung der nachhaltigen Entwicklungsziele hingewiesen.

Zwischen 2018 und 2020 dokumentierten 61 Prozent der Länder in ihren *Voluntary National Reviews* den Beitrag von Freiwilligen an die Umsetzung der Agenda 2030. Höchste Zeit also, dass auch die Schweiz den wichtigen Beitrag der Freiwilligenarbeit in ihrem Länderbericht anerkennt und würdigt. ■

---

**Allein die freiwilligen Fachkräfte der Unité-Mitgliedorganisationen leisteten im Jahr 2020 über 1,7 Millionen Arbeitsstunden.**


---



## Über uns

Seit mehr als fünfzig Jahren setzt sich Unité, der Schweizer Verband für Personelle Entwicklungszusammenarbeit, für die Verbesserung der Qualität der Facheinsätze im Freiwilligenstatus durch Standardsetzung, Evaluationen, Studien sowie Unterstützung und Weiterbildung ein. Er besteht aus dreizehn Mitgliedorganisationen. In Partnerschaft mit der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) engagiert sich der Verband für eine wirksame, nachhaltige und gerechte Zusammenarbeit mit den Südpartnern.

Im Jahr 2020 wurden

 **453** Einsätze der Personellen Entwicklungszusammenarbeit in

 **44** Ländern durchgeführt.

---

**Unité**  
Schweizerischer Verband  
für Personelle Entwicklungszusammenarbeit


Rosenweg 25, 3007 Bern  
Telefon +41 (0)31 381 12 19  
info@unite-ch.org

[www.unite-ch.org](http://www.unite-ch.org)

## A propos

Depuis plus de cinquante ans, Unité, l'Association suisse pour l'échange de personnes dans la coopération au développement, veille à la qualité des engagements de volontaires au travers de standards, évaluations, appuis institutionnels, études et formations. Elle est formée de treize d'organisations membres. En partenariat avec la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), elle s'engage en faveur d'une coopération efficace, durable et équitable avec les partenaires du Sud.

En 2020,

 **453** affectations de coopération par l'échange de personnes ont été menées dans

 **44** pays.

---

**Unité**  
Association Suisse pour l'échange de personnes dans la coopération au développement

Rosenweg 25, 3007 Berne  
Téléphone +41 (0)31 381 12 19  
info@unite-ch.org

 @Unite\_Schweiz @Unite\_Suisse

